

Burkina Faso/Au lendemain de l'attaque jihadiste meurtrière dans la capitale Ouagadougou sous le choc craint pour l'avenir

AFP
Ouagadougou/Burkina Faso

L'ATTAQUE, revendiquée par Al-Qaïda au Maghreb Islamique (Aqmi) a fait 29 morts, parmi lesquels une quinzaine d'étrangers.

LE Burkina Faso était sous le choc hier après la première attaque jihadiste dans sa capitale Ouagadougou, qui a fait 29 morts, dont de nombreux étrangers, tandis que les forces de sécurité ratissaient toujours les environs à la recherche d'éventuels jihadistes en fuite.

"On a peur. Celui qui n'a pas peur n'est pas normal. Ce sont des gens avec des armes", affirme Souleymane Ouedraogo, qui habite près de la zone de l'attaque. "Ici, il y a l'armée, mais ailleurs..."

Quatorze ou quinze étrangers sont morts dans le raid qui a frappé plusieurs hôtels et restaurant de Ouagadougou, selon des bilans différents donnés par le ministre de la Sécurité intérieure et le procureur du Faso.

L'attaque a été revendiquée par Al-Qaïda au Maghreb Islamique (Aqmi), qui l'a attribuée au groupe Al-Mourabitoune du chef jihadiste Mokhtar Belmokhtar, selon SITE, une organisation américaine qui surveille les sites internet islamistes.

Les forces de l'ordre étaient en action hier dans toute la capitale burkinabè,

où la sécurité des hôtels a été renforcée.

"Le ratissage continue, 129 hôtels ont été fouillés", a détaillé le ministre de la Sécurité intérieure Simon Compaoré.

Les corps de trois jihadistes ont été identifiés, tous des hommes, selon lui. De nombreux témoignages font état cependant de plus de trois assaillants. Plusieurs témoins ont aussi évoqué la présence de deux femmes, thèse que réfutent les autorités pour le moment.

RENFORTS D'ENQUÊTEURS FRANÇAIS • Sur les lieux de l'attaque, le périmètre de sécurité a été élargi et la zone n'était pas accessible. Des enquêteurs avec des gants en plastique blanc étaient visibles dans les rues autour de l'hôtel Splendid et du café-restaurant Cappuccino, principales cibles des jihadistes, a constaté un journaliste de l'AFP.

Douze enquêteurs français – six gendarmes et six policiers – sont arrivés hier pour aider à mener l'enquête, selon une source diplomatique.

Selon le ministre Simon Compaoré, "les jihadistes sont allés prier dans une mosquée derrière l'hôtel" avant l'attaque. Ils "sont arrivés avec trois véhicules. Et ce sont eux qui y ont mis le feu pour brouiller les indices".

Selon le décompte du ministre, 4 Canadiens, 3 Ukrainiens, 2 Français, 2



Photo : AFP

Venu exprimer sa "compassion", le Premier ministre malien Modibo Keita (au centre, aux côtés de son homologue burkinabé Paul Kaba Thiéba) a appelé à "mutualiser les efforts" de la lutte contre le terrorisme.

Suisses, 2 Portugais et un Néerlandais ont été tués – soit 14 étrangers –, ainsi que 8 Burkinabè.

D'après le décompte du procureur Maïza Sereme, 4 Canadiens, 2 Ukrainiens, une Franco-Ukrainienne, 2 Français, 2 Suisses, un Portugais, un Néerlandais, un Américain et un Libyen ont péri – soit 15 étrangers –, ainsi que 7 Burkinabè.

Parmi les sept victimes encore non identifiées, on dénombre 3 Blancs et 4 Noirs, a précisé le procureur.

"NOUS MANGEONS DANS LE MEME PLAT" • Militaires et gendarmes tenaient à distance des groupes de badauds venus sur les lieux pour "pleurer nos morts et comprendre ce qui s'est passé", selon Jean Compaoré, un chrétien venu sur les lieux du massacre.

A ses côtés, Lamine Thié-tambo, un musulman.

"Nous mangeons dans le même plat", dit Jean Compaoré : "Au Burkina, nous n'avons pas de problème religieux. On vit ensemble. On n'a pas de problème ethnique. Il y a 63 ethnies qui vivent ensemble. Les jihadistes viennent d'ailleurs".

Son compagnon musulman confirme : "On est amis. Les jihadistes, ce n'est pas la religion. Ce ne sont pas des croyants. Ils tuent tout le monde, des innocents. Ce ne sont pas des musulmans".

"Nous serons plus vigilants, mais ça ne peut pas nous empêcher de vivre avec nos autres frères ailleurs, que tu sois noir ou blanc, que tu sois chrétien ou musulman", assure Daouda Moumoula. Plus loin, d'autres critiquent les forces de l'ordre. "Ils ont tardé pour arriver", dit un homme sous couvert d'anonymat alors que les militaires burkinabè ont mis plusieurs heures pour s'organiser, selon des témoignages concordants.

La nuit de l'attaque, les premiers membres des forces de l'ordre arrivés sur place – certains par conscience professionnelle, sans y avoir été envoyés par leur hiérarchie – n'avaient pas d'armes ou seulement des armes de poing.

Beaucoup craignent aussi les conséquences économiques. "Les touristes étaient nos amis. C'est triste tous ces morts. Ça va être dur pour nous maintenant", affirme Souleymane Soro, vendeur de rue, qui se trouvait sur l'avenue N'Krumah, théâtre de l'attaque vendredi soir.

"Sur le plan économique, on va prendre un coup, estime Lassane Kabré dans un autre quartier. C'est le mauvais moment, parce qu'on sort d'une crise qui nous a franchement affaiblis sur tous les plans."

Fin 2014, un soulèvement populaire a chassé Blaise Compaoré du pouvoir et conduit à une année de transition politique difficile sur le plan économique et émaillée par une tentative de putsch dans ce pays sahélien très pauvre de 18 millions d'habitants.

Arrivé à Ouagadougou hier après-midi pour exprimer sa "compassion", le Premier ministre malien Modibo Keita a appelé à "mutualiser les efforts" de la lutte contre le terrorisme. Le Mali est régulièrement confronté à des attaques terroristes. L'attaque de l'hôtel Radisson de Bamako en novembre avait fait 20 morts.

L'Afrique en bref

• **Angola/Justice. Un gourou à la barre**

Le gourou angolais Julino Kalupeteka, chef de la secte évangélique illégale "Lumière du monde", est jugé à partir de ce lundi pour les homicides de neuf policiers en 2015 lors d'une opération des forces de sécurité visant à l'arrêter, une intervention qui avait tourné au "massacre" selon l'opposition.

• **Guinée/Manifestation. Sept blessés à Kankan**

Au moins sept personnes, d'après un témoin, ont été blessées hier à Kankan, dans l'est de la Guinée, lors d'une manifestation contre la mort d'un commerçant tué à la suite d'un cambriolage, selon des sources policières et des habitants joints par l'AFP.

• **Somalie-Kenya/Islamistes. Opération de recherche en cours**

Une opération de recherche et sauvetage est en cours en Somalie, ont affirmé hier les autorités kényanes, après l'attaque vendredi par les islamistes somaliens shebab d'un camp de l'Amisom, la Force de l'Union africaine en Somalie, dans laquelle un nombre indéterminé de Kényans sont morts.

A travers le monde

• **France/Attentats. Pétition pour donner la nationalité française au vigile algérien du Bataclan**

Une pétition réclamant la naturalisation française d'un vigile algérien de 35 ans, qui avait aidé des spectateurs de la salle de concert parisienne du Bataclan à s'enfuir lors de l'attaque jihadiste du 13 novembre, avait recueilli samedi plus de 30 000 signatures.

• **Proche-Orient/Violences. Une Israélienne tuée dans une attaque au couteau**

Un Palestinien a pénétré hier dans une colonie israélienne de Cisjordanie occupée et a poignardé à mort une femme dans sa maison, a indiqué l'armée israélienne.

• **Vatican/Religion. Le pape condamne la violence au nom de Dieu**

Le pape François a exalté hier l'amitié qui lie aux juifs, demandant à tous les croyants de rejeter l'antisémitisme et la violence au nom des monothéismes, dans sa première visite à la synagogue de Rome.

• **Yémen/Violences. Six morts dans un attentat suicide contre la résidence du chef de la police d'Aden**

Un attentat suicide à la voiture piégée visant la résidence du chef de la police à Aden, dans le sud du Yémen, a fait au moins 6 morts, dont 4 civils, ont indiqué des responsables des services de sécurité.

Iran/Après l'entrée en vigueur de l'accord sur le nucléaire Téhéran et Washington saluent des " progrès historiques " et une " nouvelle page "

AFP
Téhéran/Iran

LES présidents américain et iranien ont salué hier l'entrée en vigueur de l'accord nucléaire historique avec Téhéran mais de nouvelles sanctions prises à Washington sur un autre dossier ont tempéré l'optimisme de ces derniers jours.

Le président iranien Hassan Rohani a évoqué l'ouverture d'une "nouvelle page" entre l'Iran et la communauté internationale après la levée de la plupart des sanctions liées au programme nucléaire iranien. Son homologue américain a appelé les Iraniens à tisser "de nouveaux liens avec le monde", se félicitant des "progrès historiques" réalisés avec l'Iran ces derniers jours.

Ce rapprochement s'est également matérialisé ces

derniers jours par un important échange de prisonniers impliquant onze personnes, dont le reporter du Washington Post Jason Rezaian, et la libération rapide de marins américains entrés par erreur dans les eaux iraniennes.

Trois des quatre prisonniers américains élargis dans le cadre de l'échange étaient attendus hier en Suisse, d'où ils repartiront vers une base américaine en Allemagne, selon les autorités suisses.

Malgré ce rapprochement significatif, Barack Obama a insisté sur les "profondes différences" qui persistent entre Washington et Téhéran et dénoncé le "comportement déstabilisateur de l'Iran", citant des violations des droits de l'Homme ou encore le programme iranien de missiles balistiques. A cet égard, l'annonce hier par le Trésor américain de nouvelles sanctions contre Téhéran liées à ce programme est venu rappeler



Photo : AFP



Photo : AFP

Les présidents iranien Hassan Rouhani et américain Barack Obama (Photo de droite) ont salué l'entrée en vigueur de l'accord nucléaire historique avec Téhéran.

que la défiance persiste entre deux nations ayant rompu leurs relations diplomatiques il y a 35 ans.

ROHANI RASSURANT • Entré en vigueur samedi, l'accord nucléaire conclu le 14 juillet vise à garantir la nature strictement pacifique du programme nu-

cléaire iranien en échange de la levée de sanctions internationales qui ont asphyxié l'économie de ce pays membre de l'Opep, qui détient les quatrièmes réserves de brut au monde et les deuxième de gaz.

Cet accord entre l'Iran et les grandes puissances, qui a mis fin à un contentieux de

plus de 13 ans, est considéré comme un succès majeur de politique étrangère pour MM. Obama et Rohani mais suscite aussi des critiques dans leurs pays respectifs ainsi qu'au Moyen-Orient.

L'amorce de rapprochement entre Téhéran et Washington inquiète en effet les alliés traditionnels des Etats-Unis dans la région – Arabie saoudite et Israël en tête –, qui redoutent l'influence de la puissance chiite.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, dont le pays est l'ennemi juré de l'Iran, a répété qu'Israël ne "permettrait pas à l'Iran de se doter l'arme nucléaire".

Hassan Rohani s'est toutefois voulu rassurant : "l'accord n'est contre l'intérêt d'aucun pays. Les amis de l'Iran sont contents et ses adversaires ne doivent pas être inquiets. L'Iran n'est une menace pour aucun pays (...)"